

**Conseil du 20<sup>ème</sup> arrondissement de Paris**  
**Séance du mercredi 23 juin 2021**  
**Vœu du groupe Communiste et Citoyen**

**Pour des Caisses d'Allocations Familiales (CAF) et une  
sécurité sociale à la hauteur des enjeux.**

Considérant que les CAF qui ont en charge des prestations logements, précarités et familiales, participent au financement des centres sociaux (dont des MJC) et d'associations familiales ;

Considérant que les cotisations patronales ne participent plus à la branche famille et que cette exonération, très mal compensée par l'Etat, impacte encore plus durement la branche famille que les autres branches de la sécurité sociale ;

Considérant que les rationnements engendrés se traduisent par des fermetures d'antennes, la suppression d'emplois et les recrutements en contrats précaires non formés ;

Considérant que la conséquence est notamment une dégradation de la prise en charge des différentes prestations, des défaillances techniques et informatiques à répétition allant jusqu'à des « bugs » entraînant des ruptures des droits laissant les allocataires parfois sans ressources et les agents démunis ;

Considérant que cela n'est nécessairement pas sans conséquence sur les habitants d'un arrondissement populaire comme celui du 20<sup>ème</sup> ;

Considérant que les conditions de travail mettent les salariés en souffrance puisqu'ils ne sont plus en mesure de rendre un service de qualité aux allocataires ;

Considérant que la nouvelle réforme des aides au logement de la Sécurité sociale (qui représente un tiers des prestations CAF), durcissant les conditions de ressources, va entraîner un travail supplémentaire pour les agents et donc amplifier la dégradation générale de ce service public ;

Considérant que la réforme de l'assurance-chômage prévue pour juillet 2021 va directement accentuer la précarité des personnes sans emplois et indirectement entraîner un surcroît de travail dans les CAF puisque ceux qui ne toucheront plus le chômage vont se retourner vers les CAF pour bénéficier du RSA ;

Considérant que le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale s'annonce sous les pires auspices puisque le gouvernement a décidé de faire supporter une grande partie de la dette à la sécurité Sociale l'obligeant à emprunter et un taux supérieur à celui dont bénéficie l'État ;

Considérant que la Mairie du 20<sup>ème</sup> et la Mairie de Paris sont attachées au rôle central des services publics et de la Sécurité sociale et tout particulièrement à celui des CAF et de la CNAF qui plus est en temps de crise ;

**Le Maire et le Conseil du 20<sup>ème</sup> arrondissement :**

- **Expriment leur soutien aux agents des CAF et de la CNAF et à leur mobilisation du mardi 29 juin à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC et SUD ;**
- **demandent à la Ville de Paris d'interpeler le gouvernement pour que le futur PLFSS palie aux manques de moyens des CAF et de la CNAF, à la précarisation des conditions de travail et de contrats de travail de ses agents afin que les allocataires puissent bénéficier à nouveau d'un service de qualité et de proximité.**